

Directeur d'une troupe de théâtre : une vie dans la paperasse

Directeur de la Compagnie des Baladins du Miroir depuis cinq ans, Gaspar Leclère court chaque jour derrière le temps et les sous.

● Ariane BILTERYST

« **C'**est de plus en plus dur, soupire Gaspar Leclère. En gros, 75 % de mon temps est voué à l'administratif, à la recherche de fonds, à la gestion. À force de se battre, on peut faire ce qu'on veut, mais la créativité en prend un coup. »

Sans se montrer pessimiste, le directeur de la troupe des Baladins du Miroir (Jodoigne) s'oblige au constat : sa vie de responsable de cette troupe de théâtre, créée voici une trentaine d'années, pilier du BW, est devenue compliquée.

Chaque année pourtant, inlassablement et avec un enthousiasme jamais démenti, les Baladins créent une nouvelle pièce. « Nous sommes des passionnés. Je ne connais personne qui fait ce métier pour une autre raison. J'aimerais faire autrement mais je paie mon personnel au barème le plus bas de la convention collective. Je ne peux pas faire mieux. On ne veut pas devenir riche, juste pouvoir

penser à autre chose que comment payer les gens à la fin du mois. »

Les Baladins, c'est 35 employés, l'équivalent de 20 ETP (équivalents temps plein), dont une majorité fait un boulot administratif. L'enveloppe n'a pas augmenté en cours de législature pour les Baladins, mais leurs activités se sont, par contre, multipliées. Depuis qu'ils occupent le Stampia à Jodoigne, les Baladins ont pris de l'envergure, mais la voilure n'a pas suivi.

« Je n'ai pas envie de me plaindre non plus, tempère Gaspar Leclère. Même si les subsides sont insuffisants, on a quand même reçu ce que le contrat-programme prévoyait, on bénéficie donc d'une forme de reconnaissance sérieuse de la part des pouvoirs publics, et ça nous rend très heureux. »

Initié par Didier Reynders (MR) pour le cinéma, le système du tax shelter a été étendu sous cette législature aux arts de la scène, sous

l'impulsion d'une ministre cdH. Et ça marche. Une bouffée d'oxygène pour les compagnies ? « Oui. Mon prochain spectacle, c'est grâce au tax shelter que je le mets sur pied. Mais il faut créer une boîte tierce, et il y a un boulot administratif très lourd derrière ça. »

Autre problème : la dispersion des compétences entre les différents niveaux de pouvoir. « Si je reçois de l'argent de la Province pour un spectacle, je sais déjà que la Région n'interviendra pas. Parce que ce n'est pas la même couleur politique. Ce sont des préoccupations que nous ne devrions pas avoir. Les politiques devraient comprendre que les artistes sont leurs complices, leurs alliés pour faire avancer les mentalités, combattre le repli sur soi, stimuler les préoccupations environnementales, prôner le vivre ensemble... La réussite d'une nation passe par l'affirmation de son identité culturelle, ne l'oublions pas. » ■

VITE DIT**Du rôle social de la culture**

Tous les partis s'en souviennent lorsqu'arrive un scrutin : la culture a un rôle social fondamental à jouer. Gaspar Ledère ne dit pas autre chose et c'est même là l'essentiel du message qu'il tient à faire passer : « *Concernant la culture sous toutes ses formes, l'enjeu politique est très important. Aujourd'hui,*

on est entouré de pensées populistes, de montées des extrémismes, la peur de l'étranger, etc. La culture a un rôle à jouer dans la société. En utilisant la métaphore, la poésie, on invite à la prise de conscience. C'est frappant chez les jeunes. Ils sont très réceptifs, on a des résultats rapides à moyen, voire à court terme. Mais il faut nous donner les moyens. »

Octroi des subsides et copinage

● **Ariane BILTERYST**

L'indépendance des « experts » présents dans les commissions d'avis auxquelles le ministre de la Culture se réfère pour octroyer les subsides, a été au cœur de toutes les préoccupations et frustrations lors de l'octroi des derniers contrats-programmes concernant les arts de la scène, par la ministre Alda Greoli (cdH).

« *Ces experts sont nécessairement des gens du milieu, explique Gaspar Leclère. Ils sont eux-mêmes directeurs de théâtre ou d'autres institutions, et ont des liens amicaux avec les uns, des affinités avec les autres... Ils sont partie prenante.* »

Selon certains, le Théâtre de la Valette (Ittre) aurait fait les frais de ces non-préférences durant la législature au point de voir son contrat-programme refusé. D'autres diront, en off, que c'est plutôt la gestion catastrophique du théâtre qui est à épingle... Toujours est-il qu'à la veille

des élections, un vent de révolte souffle dans tous les partis – dans leur programme du moins – qui reconnaissent qu'il faut améliorer le procédé et le rendre plus transparent. Mais comment faire ?

Le cdH annonce vouloir mettre en œuvre la réforme du fonctionnement des instances d'avis pour garantir une gouvernance efficace et transparente. Le MR va plus loin. Pour les réformateurs, le pouvoir de subsidiation devrait être retiré des mains du politique et confié à un Conseil des Arts, structure indépendante du politique, qui coordonnerait des commissions d'experts. Bref, dépolitiser les décisions liées à la gestion et à la subsidiation des grandes institutions culturelles. « *Il faut protéger la culture des réflexes clientélistes des partis* », assènent les partis de la minorité. C'est une chose. Mais cela sauvera-t-il la culture du simple copinage ? ■

Louison Renault (PS)

« Refinancer vers les jeunes »

Musicien professionnel et président du CCBW, Louison Renault parle de culture en connaissance de cause.

« Au PS, nous voulons un refinancement du secteur mais d'abord dans le but d'aider les jeunes compagnies, car 90 % du budget va vers les grosses structures actuellement. Au PS, nous sommes les seuls à défendre l'éducation

permanente de façon active. La culture est importante car c'est l'un des moyens

d'expression donnés aux citoyens.

Les artistes sont en majorité des gens de gauche. Je pense que c'est une

erreur d'avoir laissé la culture à d'autres partis. Le PS doit se mêler de culture à nouveau, et soigner le statut des artistes. Cela doit être une priorité. » ■

Olivier Maroy (MR)

« Il faut investir dans la culture »

Olivier Maroy a siégé en commission culture dans l'opposition. « J'ai observé sa mise à la diète, -1 % pour tous et -19 % pour les bibliothèques », dit-il. Le libéral souligne que la culture génère de l'activité économique : « Le MR ne compte pas délaissier le secteur. Son refinancement est un premier point. Par les pouvoirs publics mais aussi grâce

à des partenariats avec le privé. On peut encore élargir le tax-shelter qui fonctionne déjà pour le cinéma et les arts de la scène. Et une Fondation pour les arts pourrait intéresser le privé moyennant incitants fiscaux.

Autre priorité : donner un vrai statut aux artistes car ils ne vivent pas de leur art 365 jours par an. Enfin, il faut dépolitiser la culture en réformant ses instances. » ■

Sophie Agapitos (Écolo)

« Plus de sous pour les petits »

« **L**a culture, pour Écolo, c'est avant tout un moyen de réfléchir, et un facteur de changement et d'émancipation. Même si l'on travaille à l'enveloppe fermée, la répartition des moyens dévolus à la culture pourrait être plus équitable, et ne pas tomber dans les travers qu'on a connus avec la ministre Greoli (cdH) qui a surtout favorisé les grosses structures. Nous

demandons d'ailleurs aussi plus de transparence quant à l'octroi des subsides. Écolo

prône aussi plus de culture dans le parcours scolaire, une sensibilisation des jeunes plus tôt. Évidemment, Écolo plaide pour

que le statut des artistes soit enfin correct et leur permette par exemple des prestations non artistiques qui ne leur feraient pas perdre leurs droits. » ■

Renaud Deveen (DéFI)

« Donner un statut aux artistes »

« **L**a culture, c'est un patrimoine, une éducation, et ça fait travailler plein de gens. C'est donc important pour DéFI. En priorité, notre parti songe à donner un véritable statut aux artistes. Nos artistes sont presque tous obligés de passer par la France pour être reconnus, parce qu'ils ne reçoivent pas assez de soutien chez nous. »

Parmi ses propositions originales, DéFI lance plusieurs idées : créer un musée de l'immigration et des réfugiés climatiques ; adapter les horaires des musées à ceux des travailleurs ; ou encore inciter des entreprises privées à acheter des œuvres d'artistes (en vie) et à exposer ces œuvres, moyennant des avantages fiscaux. ■

Étienne Struyf (cdH)

« Fédérer les opérateurs »

Étienne Struyf a été vice-président du CCBW durant dix ans. À ce titre, il insiste sur l'importance de la Culture dans la vie collective, et défend le bilan des ministres cdH (2014-2019) qui ont, notamment, mis à plat les contrats-programmes et défendu le prix unique du livre.

« Nous avons comme priorité de fédérer les acteurs culturels par

bassins géographiques et de favoriser les synergies ; donner un statut correct aux

artistes ; et nous voulons aussi favoriser l'accès à la culture pour tous, nous faisons plusieurs propositions

dont un pass d'accès aux musées à prix réduit pour les -25 ans, ou le renforcement des liens entre la culture et l'école via un pacte avec les élèves tout au long des études. » ■